

2016

Medi**TERRA**

ZÉRO GASPILLAGE EN MÉDITERRANÉE
Ressources naturelles, alimentations et connaissances



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

SciencesPo
LES PRESSES





Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Edition 2016 du Rapport *Mediterra*

Zéro Gaspillage en Méditerranée

Ressources naturelles, Alimentations et Connaissances

Résumé Exécutif

La sécurité alimentaire et par-delà le développement agricole constituent, aujourd'hui comme hier, des enjeux stratégiques majeurs pour la planète. Cependant, aux yeux de l'opinion publique et des non-initiés, la crise alimentaire de 2008 aura été un marqueur de cette centralité agricole et alimentaire dans les affaires stratégiques mondiales. Si la conjoncture peut parfois rehausser le niveau de vigilance politique et médiatique à l'égard de l'agriculture, il importe de rappeler qu'il existe un impératif alimentaire en tout temps et en tout lieu. C'est une histoire vieille comme le monde qui n'est pas prête de s'arrêter mais des contraintes se renforcent (transitions démographique et alimentaire et chocs climatiques), inscrivant cette question de façon sans doute plus structurelle.

Dans ce contexte, la question des pertes agricoles et du gaspillage alimentaire est devenue essentielle. Alors que de nombreuses inquiétudes existent concernant l'évolution de l'offre et de la demande en produits agricoles dans les années à venir, la lutte contre ces pertes et ces gaspillages s'avère être l'un des principaux leviers à actionner, tant au niveau local que sur le plan mondial, pour tenter de réduire les insécurités alimentaires. Tous les pays sont en effet confrontés à cette même difficulté : produire plus mais avec moins de ressources et donc en les ménageant davantage. Un tel enjeu n'épargne pas l'espace méditerranéen d'autant plus qu'il demeure très concerné par la faiblesse des disponibilités en eau et en terres, ce qui oblige, dans cette région déjà vulnérable, à être particulièrement comptable de leur gestion afin de ne pas accentuer les risques futurs [chapitre 1].

Cependant, en ne considérant les gaspillages qu'à l'aune de la production et des ressources mal utilisées, le risque est grand d'ignorer un gaspillage très insidieux et finalement peu considéré comme tel : celui des ressources humaines et des savoirs afférents de près ou de loin au secteur agricole et rural. La relégation de certaines zones rurales, dont le rehaussement pourrait pourtant contribuer au développement, territorial national et régional, le chômage qui les affecte mais également la disparition de savoirs et des savoir-faire éprouvés et accumulés sur la longue durée ainsi que le manque de bonne gouvernance sont autant de ressources perdues ou en tous cas mal utilisées [chapitre 14].

Déclinée en plusieurs dimensions (sociale et organisationnelle, économique, technique et environnementale), la question du gaspillage doit donc être appréhendée sous trois angles différents mais complémentaires. En effet, combiner l'analyse sur les ressources naturelles, les productions et les connaissances permet de situer plus globalement le propos dans une perspective de développement durable où l'être humain est placé au centre de la réflexion. C'est toute l'ambition de l'édition 2016 du rapport *Mediterra*, conjointement réalisée par le CIHEAM et la FAO, que de présenter la problématique des gaspillages sous cette triple approche. Des innovations, à la fois techniques, sociales et environnementales, pour les limiter et les éviter, nourrissent les réflexions proposées dans ce Rapport.

Inédit sur le fond comme sur la forme, ce travail invite à parcourir, de manière transversale et intersectorielle, cet espace méditerranéen, emblématique des enjeux agricoles, alimentaires et environnementaux mondiaux. Cette approche apparaît en effet indispensable pour comprendre les interactions nombreuses qui agissent en faveur d'une réduction des pertes et des gaspillages. Ce Rapport apporte également des éléments de réponses et des éclairages pour la mise en œuvre de recommandations politiques participatives afin de transformer ces gaspillages en opportunités, afin de faire évoluer les itinéraires de développement dans la région, à l'heure où doit se décliner à l'échelle méditerranéenne l'Agenda mondial de développement 2030 dans lequel sont d'ailleurs résolument engagés la FAO et le CIHEAM [chapitre 8].

Préserver les ressources naturelles

Gaspiiller de la nourriture ne signifie pas seulement la perte d'une substance vitale à l'homme mais c'est aussi le gaspillage de ressources naturelles (terre, eau, énergie, forêt, biodiversité) précieuses et indispensables pour une alimentation durable. Sans le maintien d'une assise foncière performante, sans cette eau nécessaire à l'activité agricole, sans ces espaces forestiers qui contribuent à l'atténuation des changements climatiques, sans apports et utilisations énergétiques durables qui entrent dans le champ de la production alimentaire et de son transport et sans préservation de la biodiversité méditerranéenne, ce sont des déterminants majeurs pour la sécurité alimentaire qui sont perturbés. Cette terre, cette eau, ces forêts, ces pâturages et cette biodiversité constituent autant de facteurs d'équilibre d'une humanité qui s'enracine dans une nature non pas à sacraliser ou à dominer mais à ménager. . Bien gérer chacune de ces ressources s'avère donc riche de sens autant que décisif et une stratégie intégrée de lutte contre les gaspillages s'avère nécessaire, à plus forte raison que la raréfaction et la dégradation sont déjà à l'œuvre.

La raréfaction des ressources naturelles est déjà un facteur de tensions et de déstabilisations territoriales dans la région méditerranéenne. Des exemples récents soulignent l'importance de ce problème. On peut ajouter aussi que cette région a été donnée en exemple des conflits de l'eau. Au-delà de ces exemples spectaculaires, la problématique hydrique est bien réelle et ses fondements connus : mal répartie entre les pays et entre les territoires, l'eau fait l'objet de convoitises croissantes, notamment du fait de la croissance démographique, du développement du tourisme non responsable en certains endroits mais aussi des changements climatiques déjà à l'œuvre dans une région qui constitue un « hot spot » des modifications thermiques et pluviométrique. Ces tensions affectent en premier lieu l'agriculture car l'irrigation constitue souvent l'usage le plus massif cette ressource rare. Cependant, la résolution de la crise hydrique en Méditerranée ne passe pas par une mobilisation accrue de la ressource [chapitre 3]. Après plusieurs décennies de politique de l'offre très soutenue qui a vu se multiplier les barrages, les grandes adductions et les périmètres irrigués, les indicateurs de prélèvements montrent un dépassement des seuils de renouvellement en bien des endroits. L'indice d'exploitation des ressources naturelles (rapport entre les volumes prélevés et l'eau renouvelable disponible) donne en particulier une

indication intéressante des tensions qui pèsent désormais sur la ressource. Or beaucoup de pays méditerranéens ont un indice d'exploitation excédant les 50% et, dans ce cas-là, les perspectives d'amélioration de l'offre s'avèrent réduites. Les gisements d'eau supplémentaire résident donc davantage dans la limitation des gaspillages. En effet, en agriculture, de grandes quantités d'eau d'irrigation se perdent faute de techniques appropriées ou d'infrastructures modernes. Certes, une partie des eaux perdues se retrouve dans les nappes avec la possibilité d'être utilisée plus tard, mais une partie non négligeable est évaporée. Le développement de systèmes d'irrigation plus efficaces passe donc par le déploiement d'une ingénierie hydraulique dans la région. Mais que serait celle-ci sans une organisation sociale de l'eau, autrement dit la fédération des usagers dans un même effort de gestion collective d'une ressource souvent mal utilisée aux prises à des conflits autour de son utilisation ? Dans une région qui inventa l'organisation sociale de l'eau depuis le code Hammurabi il y a plus de 38 siècles jusqu'au tribunal de l'eau dans l'Espagne andalouse, ceci n'est en rien nouveau. Mais les formes d'organisation sont, elles, toujours à repenser en y impliquant tous les usagers, les producteurs et productrices en première ligne.

Dans un contexte de rareté, il importe de rappeler que le volume total d'eau utilisé chaque année, sur la planète, pour produire de la nourriture perdue ou gaspillée (250 km³) serait équivalent au débit annuel du fleuve Volga (Russie), ou trois fois le volume du Lac Léman à cheval entre la France et la Suisse. Evidemment cette comparaison est à considérer avec la prudence d'usage. Ayant dans la plupart des cas dépassé le problème de l'insécurité alimentaire quantitative, nous perdons de vue que la production agricole n'est jamais assurée définitivement, surtout quand le facteur hydrique semble se dérober. Or rappelons que pour obtenir 1 kilogramme de céréales, denrée de base pour la consommation, il faut environ 13 000 litres d'eau. Dans une région méditerranéenne qui a vu tant de civilisations hydrauliques émerger, ce pari d'une nouvelle révolution hydraulique destinée à faire mieux sans plus n'est pas impossible. D'ailleurs les mobilisations sont déjà visibles qui montrent qu'on en a déjà pris le chemin. Ne perdons jamais de vue la capacité de résilience des sociétés méditerranéennes et leur volonté historique de toujours innover malgré des contraintes renforcées.

La problématique des sols est également rappelée avec fréquence. Ce n'est pas parce que les techniques hydroponiques existent qu'il faut perdre de vue que la ressource foncière, tout comme l'eau, est essentielle pour l'agriculture. La situation est suffisamment inquiétante pour que les Nations-Unies aient d'ailleurs déclaré 2015 « année internationale des sols », après 2014, qui fut celle de l'agriculture familiale, indiquant ainsi à quel point la terre constituait un pilier majeur du développement de ces communautés rurales. Près d'1,3 milliard d'hectares de terres, soit 28% des superficies agricoles du monde, serviraient actuellement à produire de la nourriture perdue ou gaspillée. A ce gaspillage « foncier » s'ajoute le grignotage des terres arables sous les avancées d'une urbanisation qui se poursuit sur tout le pourtour méditerranéen.

Si les pays de la rive septentrionale pourraient théoriquement offrir de nouvelles opportunités d'agriculture mais au détriment d'espaces qui sont souvent très importants sur le plan éco-systémique, il n'en est rien en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Il s'agit-là de la seule région dans le monde à ne pas offrir de réserves de terres arables. Du fait de l'aridité que l'on trouve dans certains pays méditerranéens, des pans considérables de sols sont très squelettiques, ce qui rend très difficile la pratique agricole, particulièrement au Sud et à l'Est du bassin. Car si au Nord les terres arables avoisinent le tiers de la surface des pays, dans le reste du bassin on peine à atteindre les 10% et la présence de déserts sert au mieux de parcours pour les troupeaux. Certes, le recours à une politique d'offre en eau a pu y renverser cette fatalité naturelle, transformant des terres désertiques en terres cultivables mais cette conquête du désert atteint ses limites. Qui plus est, là comme ailleurs, les sols en culture y sont frappés d'érosion et de salinisation suscitant la désertification de ces sols. Lié au surpâturage, à la déclivité aux épisodes de pluies intenses sous les climats méditerranéens, ce phénomène suppose que les sols soient le plus largement ménagés [chapitre 4]. Processus moins visible que la concurrence urbaine mais tout aussi lourd de conséquence, la salinisation des terres agricoles sous l'effet d'une irrigation mal conduite (mauvais drainage, évaporation des stocks d'eau en climats chaudes et concentration des sels) est également à prendre au sérieux. Cette fragilité des espaces agricoles tant sur le plan des surfaces arables que sur leurs capacités productives montre ainsi que la meilleure voie à suivre demeure bien dans la lutte contre les gaspillages agricoles. A quoi servirait-il notamment que l'on gagne des terres arables si c'est pour que les productions soient perdues en bout de chaîne ?

Des enjeux similaires ou reliés à ceux de l'eau et des sols existent au sujet des forêts. Les forêts méditerranéennes sont d'une diversité extraordinaire (on compte près de 300 espèces dont quelque 200 sont endémiques) et d'une résilience acquise de longue durée. Dans des conditions souvent drastiques, ces forêts ont mis en œuvre des mécanismes d'adaptation qui leur ont permis de s'accrocher à des territoires méditerranéens souvent difficiles. Les réponses au stress environnemental sont morphologiques (courtes feuilles des espèces persistantes, système racinaire profond, écorce épaisse), phénologiques (développement précoce et rapide de l'aire foliaire) et physiologiques (tolérance à la déshydratation, photosynthèse précoce en saison, maintien de la capacité de photosynthèse après de longues périodes de sécheresse). Particulièrement résilientes, les forêts méditerranéennes ont une dimension multifonctionnelle, même si on ne retient bien souvent que leur fonction productive. Et parmi les services rendus par la forêt, il faut souligner notamment le rôle notoire joué en matière de protection des sols, de protection des bassins versants, de qualité de l'eau, de biodiversité et d'atténuation du changement climatique par la séquestration du CO₂ et l'amélioration des micro-climats. Cependant malgré ces services majeurs qu'elles apportent, les forêts font l'objet d'agressions en tous genres, à commencer par la déforestation, notamment sous la pression de l'urbanisation, du développement de l'agriculture et du commerce intensif du bois. Mais ce sont les incendies qui constituent les plus grandes menaces. Comment ne pas assimiler cela à du gaspillage surtout quand on sait que la plupart des incendies sont évitables et que si peu ont des origines naturelles

(notamment la foudre) ? Pour l'heure, en dépit d'efforts déjà importants, le phénomène semble se développer dans la région et fragiliser la forêt méditerranéenne à commencer par la disparition possible de 60 essences réputées rares. Ménager la forêt en évitant le gaspillage d'une ressource aussi diversifiée est donc une obligation [chapitre 5].

Il en est de même de la biodiversité sur terre et dans les mers. Du fait de la variété des sols, des reliefs et des micro-climats qui se combinent différemment, la diversité est remarquable en Méditerranée. Entre 25000 et 30000 espèces de végétaux sont ainsi présentes sur les terres dont plus de la moitié sont endémiques. Liée au fait que la végétation a trouvé là des zones de résistances à l'heure des glaciations, cette biodiversité végétale, mais aussi animale, a été pour partie adaptée par les hommes à leurs besoins, ce qui fait de l'aire méditerranéenne un grand centre de dissémination des espèces vivantes dans le monde (races de caprins, d'ovins et variétés de céréales, de fruits et de légumes). Malheureusement, des menaces essentiellement anthropiques pèsent sur cette biodiversité : destruction des habitats naturels, changements climatiques, pollutions, activités économiques sont autant de gaspillages marqués de la main de l'homme [chapitre 6]. Cette diversité biologique est également très prononcée en mer Méditerranée composée de segments maritimes (mers Tyrrhénienne, Egée, Ionienne, Adriatique) aux biocénoses particulières, la Méditerranée abrite 7% des espèces marines mondiales, dont certaines sont endémiques... Cette large panoplie de formes de vies offre à l'homme une source diversifiée d'alimentation qui demeure menacée par de la surpêche et des pollutions qui s'offrent comme les visages du gaspillage en mer. Alors que le concept de l'économie bleue progresse, y compris en Méditerranée, appelant à la mise en œuvre d'une vision holistique et intégrée du développement marin et côtier, il convient de favoriser les pratiques d'exploitation des ressources de la mer qui soient durables à triple niveau : écologique, social et économique. L'avenir de la pêche en mer Méditerranée, où le rôle des petites communautés de pêcheurs est essentiel, passe assurément par cette voie [chapitre 2].

Enfin, on ne saurait passer sous silence non plus le gaspillage d'énergie dont l'apport demeure capital pour l'activité agricole. Or des denrées produites et transportées sur des milliers de kilomètres seraient non consommées, provoquant par ricochet un gaspillage énergétique considérable. En outre, la production et la distribution des produits sont des étapes où les émissions de gaz à effet de serre ne sont pas négligeables. On ne saurait donc porter une réflexion sur l'alimentation en s'exonérant de ces aspects énergétiques, de même qu'on a souligné le rapport entre la gestion des ressources et l'alimentation. Dans un monde dont on appréhende les limites en termes de ressources après avoir pensé que tout serait encore longtemps possible, ces volets (énergie et ressources) sont plus que jamais à articuler entre eux pour rendre durables les politiques de développement. Dans la perspective des nouvelles initiatives climatiques favorisant le recours aux énergies renouvelables, des opportunités existent pour également rendre plus synergiques les utilisations de l'éolien et du solaire dans les secteurs agricoles et alimentaires. En Méditerranée, ces enjeux sont porteurs d'avenir à

condition qu'ils soient considérés de manière intégrée (à savoir selon le nexus eau-terre-énergie) et mis en œuvre à travers des politiques inclusives et de long-terme [chapitre 7].

Cette réflexion sur les gaspillages des ressources et leurs liens entre elles s'inscrit pleinement dans les objectifs de développement durable (ODD) qui ont été définis en 2015 et qui ont permis de confirmer et d'approfondir la démarche de développement lancée en 2000 au travers des objectifs mondiaux du millénaire (OMD). Désormais 17 objectifs sont retenus dans cette démarche d'unification des programmes de développement. Et la lutte contre le gaspillage des ressources entre de plain-pied dans ces objectifs et souvent directement, notamment si l'on se réfère aux objectifs 2 de la « faim zéro », 6 (eau), 7 (énergie), 14 (vie aquatique) ou à l'objectif 15 qui concerne la protection des écosystèmes. Mais cette lutte peut indirectement contribuer à réaliser aussi certains objectifs, à commencer par le premier de tous, celui visant à lutter contre la pauvreté. Cela nous ramène au propos initial considérant qu'il faut remettre l'humain et le social au centre des dispositifs visant à rendre le développement plus durable. La souffrance, la frustration ou l'injustice constituent des déterminants majeurs dans l'évolution des dynamiques sociopolitiques. La réduction des inégalités et les politiques d'inclusion s'avèrent stratégiques pour enrayer les processus de décomposition sociale pouvant frapper certains pays.

Réduire les gâchis alimentaires

Selon la FAO, un tiers environ de la production alimentaire mondiale serait chaque année perdue ou gaspillée. Cela représente près de 1,3 milliard de tonnes. Ces pertes et gaspillages correspondent à la nourriture destinée à la consommation humaine qui se trouve gâchée à tous les stades du système alimentaire. Ceux-ci interviennent différemment et dans des proportions distinctes selon l'étape à laquelle on se trouve dans la chaîne alimentaire et selon le contexte géographique, social et économique concerné. Les pays en développement sont plus touchés par les pertes alimentaires durant la production agricole (au moment de la récolte, du transport et du stockage des denrées produites), alors que les régions à revenus plus élevés sont essentiellement concernées par le gaspillage alimentaire au niveau du commerce de détail et des actes de consommation (dans les foyers et la restauration). Cette polarisation du problème souligne à quel point les inégalités sont porteuses de dysfonctionnements : d'un côté le mal-développement qui entrave l'investissement dans les infrastructures, d'un autre l'abondance (souvent mal partagée d'ailleurs) qui pousse au gaspillage.

En raison de la croissance démographique et des changements socio-économiques, la demande mondiale alimentaire pourrait augmenter de 40% à 70% en 2050. Dans cette perspective, la production agricole mondiale devra progresser de 60% environ. C'est un immense défi appelant une pluralité de réponses, à la fois agronomiques et techniques, mais aussi logistiques, sociales, organisationnelles et politiques. Dans cette gamme de réponses, la réduction des pertes alimentaires et des gaspillages constitue une voie à considérer et un moyen réel pour améliorer l'efficacité et la durabilité de l'agriculture et des systèmes de

production alimentaire. Elle doit être mise en œuvre à des échelles territoriales différentes [chapitre 9]. En effet, les problèmes varient fortement selon les pays et les filières. Il y aura toujours des quantités de fruits et légumes gâchées dans les phases de transport car ce sont des produits fragiles. Il peut être plus difficilement acceptable que du blé, plus facile à manipuler, soit autant gaspillé. Or, encore trop souvent, une partie des récoltes est perdue faute de stockage efficace et d'infrastructures adaptées dans certains pays.

Une certaine prise de conscience éclot qu'il faut aiguillonner. Par exemple, dans les sociétés européennes, la lutte contre les gaspillages alimentaires est devenue un sujet d'action publique et citoyenne très prégnant ces dernières années. De part et d'autre du bassin méditerranéen, les populations prennent conscience qu'une plus grande attention à ce niveau leur procure non seulement un moyen d'économie budgétaire personnelle mais également une contribution indirecte à la santé de la planète. Ce sont de nouveaux réflexes qui se créent, surtout en période de crise économique, et qui peuvent, en se multipliant, contribuer à la construction d'une plus grande sécurité alimentaire [chapitre 13]. Dans ce contexte, il est intéressant de s'interroger sur la contribution que peut apporter la diète méditerranéenne dans le débat complexe de la lutte contre les gaspillages alimentaires. Si celle-ci entend s'afficher comme un mode de consommation durable à tous les sens du terme, il est évident que la réduction des pertes agricoles et de nourriture concerne cette fameuse diète qui représente toujours l'un des emblèmes vivants et partagés des sociétés méditerranéennes [chapitre 10].

Le secteur de la grande distribution s'emploie également à modifier ses règles sur les invendus et les dates de consommation des produits mis sur les étals, distinguant plus nettement sur les étiquettes entre date de péremption et date limite d'utilisation optimale. Cette sensibilisation accrue des citoyens et des opérateurs de la chaîne agro-alimentaire constitue donc un mouvement collectif de fond à souligner [chapitre 11]. Dans le reste du bassin méditerranéen, cette prise de conscience des gaspillages alimentaires est moindre qu'au nord et ne s'incarne guère pour l'heure au travers d'un cadre législatif. Cependant certains secteurs de la société (écoles et universités, associations environnementalistes, entreprises) s'en emparent. La problématique représente désormais un axe fort dans les politiques d'innovation qui sont déployées tant par les opérateurs économiques privés que par les institutions publiques nationales et internationales [chapitre 12]

Nul doute que la réduction drastique des gâchis alimentaires, après récoltes ou lors des consommations, représente un levier assurément plus opérationnel et soutenable pour le développement de la planète. Cela représente en outre un axe essentiel pour les agriculteurs. Les pertes après récolte signifient automatiquement une perte de revenus pour eux, puisque les quantités qu'ils vendent s'en trouvent amoindries. Pendant longtemps, cette dimension a été négligée. Il faut se réjouir de sa montée en puissance dans l'agenda international et les stratégies mises en place dans de nombreux Etats ou collectivités territoriales. Le G20, à l'occasion de la réunion ministérielle sur l'agriculture le 8 mai 2015 à Istanbul, a rappelé toute l'importance du sujet dans son communiqué. Les autorités turques ont naturellement porté

cette problématique, fortes de leur expérience en cours visant à réduire le gaspillage du pain dans le pays et dont les premiers résultats sont très encourageants. D'autres Etats du pourtour méditerranéen ont engagé des politiques visant à réduire les pertes agricoles et les gaspillages de nourriture. La FAO en a fait l'une de ses priorités dans son cadre stratégique global et en particulier, l'une des trois priorités régionales pour les pays de l'Afrique du Nord et du Proche-Orient, au même titre que le soutien à la petite agriculture et la résilience face aux crises. Le CIHEAM aussi s'est engagé plus activement sur ce thème, convaincu de la nécessité de combiner les stratégies de lutte contre le gaspillage des ressources naturelles et des productions agricoles avec celui des savoirs et des connaissances.

Nourrir la connaissance

La transmission intergénérationnelle des savoirs au travers de bonnes pratiques, adaptées à leurs milieux géographiques, s'avère aussi stratégique au XXIème siècle que par le passé. Mais cette transmission ne peut être uniquement « verticale ». Elle doit se partager à l'échelle d'un territoire, d'un pays voire d'une région. En Méditerranée, les défis sont tels qu'il faut promouvoir ces bonnes pratiques, échanger des expériences, écouter d'autres techniques. Les savoir-faire sont efficaces dans le temps s'ils sont transmis aux nouvelles générations mais seront encore plus précieux s'ils sont partagés collectivement et s'ils évoluent avec le temps. L'accumulation de travaux de recherches sans réel partage et de façon descendante, la duplication des idées sans coordination ou encore le manque de synergie entre les acteurs sont d'autres facettes de la même problématique : le gaspillage de la connaissance. Face aux changements climatiques en particulier, chaque solution compte et peut offrir à l'autre bout de la Méditerranée des pistes d'action pour des agriculteurs et des agricultrices, ou des pêcheurs, attentifs aux bonnes pratiques des autres et aux innovations voisines.

Pour nourrir la planète, il faut nourrir les femmes et les hommes avec des idées et des connaissances que la recherche peut produire. Mais pour qu'elles puissent être pleinement utilisées, elles doivent pénétrer les systèmes de formation qui doivent constituer le réceptacle et le diffuseur des savoirs en construction sans quoi ils sont menacés de disparition. Si l'on veut établir une sécurité alimentaire durable il faut aussi lutter contre ce type de gaspillage ! Mais si l'on parle de nouveaux savoirs, il ne faut pas oublier les savoir-faire traditionnels qui méritent aussi la plus grande attention d'autant qu'ils sont porteurs de solutions dans certains cas, notamment dans la lutte contre le changement climatique car il y a bien longtemps que les communautés rurales apprennent à affronter les événements météorologiques [chapitre 15].

Plus largement des solutions trouvées localement appellent à une meilleure diffusion dans l'espace, ce que les technologies de communication modernes permettent largement de catalyser. Nourrir le savoir donc, en partageant toujours davantage les expériences, les connaissances et les idées. L'économie circulaire des savoirs représente une puissance réelle pour contrer les difficultés, les raretés et les menaces. Pour le dire autrement, la première source de résilience des sociétés, le plus souvent, ce sont bien leurs connaissances, leurs idées

et leurs expériences. Au-delà de la lutte contre le gaspillage des connaissances, c'est bien l'action de l'être humain qui doit être mise en perspective. Il invente des réponses face à des problèmes qui se posent et accumule donc des connaissances qui se sédimentent dans le temps et se diffusent dans l'espace. Les femmes et les hommes sont les protagonistes de solutions qui peuvent surmonter le mal-développement. Cette lecture positive de l'action anthropique sur l'état de la planète se veut résolument tournée vers le génie humain, capable d'inverser des tendances, de créer et de trouver des solutions locales adaptées pour répondre aux défis globaux. En affirmant cela, c'est un plaidoyer qui est proposé en faveur d'un agenda 2030 du développement durable et qui peut être articulé en trois piliers : l'économique, l'environnemental et le social certes, auxquels s'ajouterait l'innovation, composante importante des trois piliers. Par innovation, deux choses sont entendues. Tout d'abord la capacité de l'être humain à créer du changement, à faire progresser la science, à nourrir la connaissance et à apporter ces ruptures historiques qui font parfois faire des bonds de géant à l'humanité. Ensuite la mise en œuvre des ODD à l'échelle locale doit tenir compte des spécificités culturelles, sociales, économiques et géographiques des sociétés. L'innovation pour le développement est forcément locale et distinctive. Il n'y a pas de recette magique. Il faut s'adapter aux réalités des territoires pour efficacement mettre les connaissances en liaison avec les pratiques, les besoins et les contraintes du contexte dans lequel une action doit se traduire en résultat tangible pour la vie des populations [chapitre 17]. Chaque territoire peut donc inventer son modèle (ses modèles !), à son rythme, avec ses acteurs, ses difficultés et ses histoires.

A l'heure où il convient de ne pas oublier la centralité de la sécurité humaine dans les stratégies de développement durable, et donc de bien veiller à l'articulation des piliers sociaux, économiques et environnementaux (ce que l'innovation et le génie humain catalysent), il faut impérativement promouvoir et soutenir les producteurs, dans leur diversité, en tenant compte de leurs spécificités et de leurs besoins. En Méditerranée, comme ailleurs, il serait périlleux de construire un futur dans lequel la dimension humaine et sociale des producteurs serait amoindrie. Tous ces producteurs sont nombreux dans cette région. Ces visages-là, ces territoires-là, ne sont pas forcément les plus connus et les plus soutenus dans les opinions et dans les politiques publiques. Pourtant, il n'y aura pas de développement durable des villes sans développement des espaces ruraux, et il n'y aura pas de dynamiques dans ces territoires périphériques sans des producteurs organisés et sans la participation des populations locales.

Aucune amélioration quantitative et qualitative de la production, nécessaire à tout développement local, ne peut être pérenne sans l'implication des producteurs et productrices et de leurs organisations, véritables forces de proposition et vecteurs de changements lorsqu'il s'agit de contribuer à structurer de façon optimale leur secteur d'activité. En dépit de leur utilité économique et sociale sur le territoire et de leur légitimité à participer aux processus décisionnels, les producteurs en particulier les petits et les producteurs et productrices familiaux restent trop souvent éloignés de la gouvernance locale. Alors que leur

présence est indispensable pour mettre en œuvre des politiques de développement cohérentes, en phases avec les réalités de terrain, ils restent trop peu écoutés. Il convient de renverser cette tendance pour progresser sur le chemin du développement durable, responsable et inclusif [chapitre 16].

Les initiatives en cours, relatives à l'amélioration de la structuration et la gestion collective des filières risquent de ne pas atteindre leurs objectifs si les agriculteurs ne sont pas suffisamment associés, comme partenaires à part entière, dans l'élaboration des cadres institutionnelles comprenant législations, réglementations et politiques agricoles. Or le mouvement coopératif en agriculture montre à quel point les producteurs sont capables de s'impliquer dans les dynamiques de gouvernance certes, dans ce cas, à une échelle locale. Le constat est similaire concernant les transferts de connaissances et de savoirs. En effet, les échanges entre les producteurs et le monde de la recherche restent insuffisants aux regards des enjeux à relever en matière de dépendance alimentaire, d'accès aux ressources naturelles ou de préservation de la biodiversité. C'est un tort que de ne pas s'inspirer davantage de l'inventivité déployée par les producteurs et de ne pas suffisamment prendre en compte dans les instituts de recherche les bonnes pratiques existantes. L'agriculteur (trice) dispose avec sa terre d'un laboratoire à ciel ouvert. Les solutions qu'il met en œuvre reposent sur une analyse fine et cherchent à tirer profit des contraintes et des opportunités qui se présentent. Cette habile adaptabilité, transmise localement, lui confère une expertise sans égale que les chercheurs pourraient davantage valoriser et diffuser.

Il est aussi important d'associer les producteurs aux réflexions sur la diversification des activités et de leur offrir une place au cœur des actions visant à renforcer l'attractivité rurale. Cela permettrait aux jeunes vivants dans les territoires ruraux de pouvoir s'y projeter professionnellement et de s'y sentir socialement valorisés. On ne le répète pas assez, mais aujourd'hui encore, l'exode rural apparaît aux jeunes comme la seule issue de secours possible. En quête de travail, de services essentiels et de loisirs, ils rejoignent les villes tandis que le monde agricole vieillit. L'âge moyen des agriculteurs au Maghreb dépasse 50 ans et la relève se fait rare. Les politiques publiques doivent surmonter une double fracture entre les villes et les campagnes. En effet, à la fracture économique et sociale, s'ajoute une fracture générationnelle qui se creuse progressivement. La prise en compte des besoins et aspirations des nouvelles générations dans ces endroits passera notamment par la valorisation d'une agriculture en mutation, de plus en plus ancrée dans l'économie numérique, qui sait absorber les savoirs traditionnels, les innovations techniques et les évolutions sociétales (y compris la féminisation de l'agriculture) pour s'inscrire définitivement dans le futur.

Il est indéniable que l'agriculture ne peut, à elle seule, répondre aux besoins des populations rurales souvent vulnérabilisées par la pauvreté, le chômage, l'isolation ou l'enclavement géographique. Mais une politique publique intégrant le développement de l'agriculture à long terme, soucieuse des femmes et des hommes qui en vivent peut permettre l'instauration d'un cycle vertueux dans les territoires méditerranéens. Ces considérations sont essentiellement tournées vers l'agriculture. Cependant, quoique leurs espaces d'action diffèrent de nature, les

secteurs de la pêche et de la sylviculture sont menacés par les mêmes dangers de relégation sociale et d'érosion des savoirs. Or quand on connaît leur contribution à la sécurité alimentaire pour le premier et à la lutte contre les changements climatiques pour le second, ce Rapport ne saurait les ignorer.

Dire tout cela signifie en creux qu'il faut reclasser les enjeux du développement agricole et rural au cœur de la problématique très large et éminemment complexe des migrations et des mobilités humaines dans cet espace méditerranéen. Des déplacements importants de population ont lieu actuellement sur fond de détresses sociales et territoriales. La gestion humanitaire d'urgence, où la question alimentaire s'avère centrale, est un élément essentiel, auquel il convient toutefois de répondre simultanément par des réponses de moyen et de long termes. La FAO et le CIHEAM soulignent régulièrement l'acuité stratégique de ce défi dans la région et travaillent à l'élaboration de programmes concrets capables de faire progresser le développement inclusif (social et spatial) en Méditerranée.

***Mediterra 2016* : une invitation à dépasser les gaspillages**

Le sujet du gaspillage et de ses différentes composantes (ressources, pertes alimentaires et connaissances) constitue un enjeu important pour la Méditerranée. Afin d'améliorer la sécurité alimentaire des populations de cette région, mieux gérer les ressources naturelles, savoir réduire les pertes agricoles et adapter les connaissances aux besoins premiers représentent des leviers stratégiques pour une action concrète et pragmatique. C'est pour cette raison que le CIHEAM et la FAO ont décidé d'un partenariat en vue d'une analyse transversale sur ces gaspillages dont les réflexions sont présentées dans cette édition 2016 du rapport régional *Mediterra*.

C'est aussi cette vision en trois dimensions complémentaires et imbriquées du gaspillage et des innovations pour y faire face qui est au cœur de l'Agenda stratégique 2025 du CIHEAM pour rendre prioritaire sa mission de coopération méditerranéenne dans les années à venir autour de quatre piliers (lutte contre les gaspillages, renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, développement inclusif et gestion des risques/prévention des tensions). Cette vision se trouve aussi au cœur du cadre stratégique de la FAO autour de cinq piliers (éradication de la faim, rendre l'agriculture, les forêts et la pêche plus productives et plus durables, réduire la pauvreté rurale, mise en place de systèmes alimentaires plus ouverts et efficaces, Améliorer la résilience des moyens d'existence face aux catastrophes) et d'une des initiatives régionales pour l'Afrique du nord et le moyen orient.

Le plan du Rapport qui s'offre au lecteur reprend ces trois dimensions de la question. La première partie fera ainsi un point sur chacune des ressources dont les gaspillages sont bien réels et appellent une remise en question dans le contexte particulièrement contraint de la Méditerranée. La seconde sera consacrée aux pertes et gaspillages de nourriture (aussi bien terrestre que maritime) dont on découvre l'ampleur en même temps qu'une piste puissante en vue d'améliorer la sécurité alimentaire mais aussi par ricochet la gestion des ressources. Quant à la troisième partie, elle sera notamment consacrée à l'érosion des savoir-faire, au

défaut de diffusion des savoirs, au risque d'effondrement de modèles d'agriculture et à la redécouverte de nouveaux systèmes de connaissances et d'innovations.

Si ce Rapport place le curseur sur ce triple gaspillage, il se veut aussi résolument tourné vers les innovations et des politiques inclusives qui tentent d'y répondre. En effet, ce rapport se veut un éclairage pour la réflexion et un catalyseur pour l'action. Car nous sommes toutefois convaincus qu'il faudra aller plus loin dans cette direction et donc œuvrer avec tous les acteurs de la coopération multilatérale euro-méditerranéenne ainsi que les décideurs politiques souhaitant s'investir en faveur de l'Agenda du développement post-2015 dont la mise en œuvre dans cette région repose pour beaucoup sur l'agriculture, la pêche, la sylviculture et l'alimentation. C'est-à-dire, pour le dire autrement et se répéter volontairement, sur les êtres humains et les dynamiques sociales avant tout.